

JÉRUSALEM, CAPITALE D'ISRAËL: UN POINT DE NON-RETOUR?...

Lorsque les Nations unies votèrent le partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe, la ville de Jérusalem fut exclue de ce partage et devait passer sous le contrôle de l'ONU. A la fin du mandat britannique et après une guerre avec les pays arabes, les Israéliens transférèrent la capitale de l'État de Tel-Aviv à Jérusalem-Ouest, occupée majoritairement par des Juifs. La guerre de 1967 aboutit à la conquête des quartiers orientaux de la ville peuplée de Palestiniens. Pour Israël, Jérusalem est sa capitale «*indivisible et éternelle*»: ce thème est incontournable dans tout le discours politique israélien, quelle que soit la tendance.

En 1980, le Parlement israélien, la *Knesset*, désigna Jérusalem comme la «*capitale réunifiée*» du pays, initiative qu'aucun pays ne reconnut. Dans la partie ouest de la ville se trouvent les principales institutions du pays: Knesset, ministères, banque centrale. Sur les 300.000 habitants de cette zone, 290.000 sont juifs.

La politique constante de l'État israélien consista à encourager la colonisation de Jérusalem-Est par la construction de logements réservés aux juifs, en suscitant l'installation de juifs orthodoxes dans les quartiers, constituant ainsi des points de fixation juifs au sein de la population palestinienne, et enfin en brisant la continuité territoriale entre Jérusalem-Est et le reste du territoire palestinien. La partie orientale de la ville, revendiquée par l'Autorité palestinienne, est peuplée de 500.000 habitants dont 40% de juifs. C'est là que se trouvent les lieux dits sacrés.

La réclamation de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël est une vieille revendication, dont il est admis que si elle était satisfaite, elle mettrait le feu aux poudres. En reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, le président US franchit un grand pas dans cette voie, mais il ne fit au fond que mettre en application une décision du Congrès des États-Unis votée en 1995 et dont l'application avait été systématiquement repoussée par ses prédécesseurs par crainte de ses conséquences supposées.

La question que les médias se posent est: «*Cela va-t-il remettre en cause le "processus de paix"?*», sans se demander s'il y avait réellement un processus de paix. Car on voit mal comment on peut appeler «*processus de paix*» une pseudo-négociation qui dure depuis des décennies lors de laquelle la puissance occupante continue inexorablement à annexer des territoires, et la population occupée ne gagne strictement rien - sinon des expulsions et des démolitions de maisons. A ce titre, 2016 a été une année record, avec le nombre de démolitions d'habitations et d'expulsions le plus élevé depuis que UNOCHA (*United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*) a commencé à établir des statistiques en 2009. Détruire la maison d'une personne et mettre sa famille à la rue était une pratique datant du Moyen Âge en Europe - dans des cas rarissimes et extrêmes.

On dit également que les États-Unis ont joué un rôle essentiel en tant que médiateurs dans le conflit opposant Israël et la Palestine, mais c'est un médiateur curieux que celui qui soutient systématiquement l'une des parties (Israël) sans jamais la contraindre réellement à faire des concessions à l'autre partie (les Palestiniens). La prétention des prédécesseurs de Donald Trump à se positionner comme médiateurs impartiaux est une véritable farce. Leur attitude a consisté à encourager une temporisation qui a permis à Israël de continuer à annexer des territoires et à en expulser les habitants.

Au fond, Donald Trump, qui se trouve pour l'instant seul contre tous, dit et fait ce que ses prédécesseurs n'ont pas dit et n'ont pas fait. Précisément, peut-être peut-il se le permettre parce que la situation est parve-

nue à un point de non retour, et parce qu'il n'y a pas grand monde qui puisse s'opposer à sa décision.

En effet, si les États arabes ont tous dénoncé la décision du président US - une dénonciation surtout destinée à leur opinion publique - on ne peut ignorer qu'il y a entre Israël et les monarchies du Golfe des rapprochements discrets contre leur ennemi intime commun, l'Iran. L'Iran contre lequel les Saoudiens ont grandement besoin du soutien des États-Unis.

L'Égypte, de son côté - le pays arabe le plus peuplé - ne peut pas pousser ses protestations trop loin parce qu'elle aussi a grandement besoin du soutien financier des États-Unis.

Quant à l'Autorité palestinienne, elle est, elle aussi coincée. Et c'est là que se révèle l'une des principales fonctions du «*processus de paix*»: tenir les Palestiniens en otages pendant que la colonisation israélienne continuait. En effet, si l'Autorité palestinienne quittait le «*processus de paix*», elle perdrait une source majeure du financement de son budget: or elle emploie un tiers de la population palestinienne de la rive ouest et de la bande de Gaza. Pour ce qui est d'éventuelles initiatives juridiques ou diplomatiques auprès des instances internationales, on sait depuis longtemps qu'elles n'aboutiront, après un long moment, qu'à des déclarations savamment feutrées et qui n'auront aucun effet concret.

Les médias aux États-Unis (en tout cas ceux qui ne se réjouissent pas de la décision de Trump) semblent penser que «*le rêve d'une paix historique est mort*», que la solution à deux États est maintenant bloquée, et que nous sommes maintenant poussés vers une solution à un seul État. Mais c'est oublier que les responsables israéliens de tous les bords, à de très rares exceptions près, se sont toujours opposés à l'existence d'un État palestinien. Toutes les péripéties du «*processus de paix*» vont dans le sens d'une situation de pourrissement permanent et de grignotage indéfini de territoires palestiniens. Les Israéliens n'éprouvaient aucune motivation à négocier puisque grâce à la protection des États-Unis ils étaient encouragés à expulser les Palestiniens dans la partie arabe de Jérusalem, à coloniser la rive ouest du Jourdain et à bloquer la bande de Gaza. La décision de Trump n'a fait que renforcer les Palestiniens dans ce qu'ils savaient déjà depuis longtemps!

Pour les Palestiniens, le rideau est baissé, la mascarade est terminée: on ne peut plus faire semblant de croire que les États-Unis sont impartiaux dans un «*processus de paix* » qu'ils dirigent; on ne peut plus cacher que les Palestiniens ne peuvent attendre d'aide de personne, pas plus des États-Unis que de l'Europe, voire même, d'ailleurs, de l'opinion arabe, Mais ce qui met Mahmoud Abbas, le président palestinien, dans une situation sans doute encore plus difficile, c'est que les dispositions qui ont été mises en place dès le début par le «*processus de paix*» lui font obligation de réprimer sa propre population lorsque, protestant contre les brimades qu'elle subit en permanence, elle conteste la légitimité du «*processus de paix*».

Du temps d'Arafat, les autorités israéliennes insistèrent constamment pour que ce dernier tienne bien en main les opposants aux accords. La police palestinienne fut transformée en une sorte d'armée supplétive chargée de maintenir l'ordre israélien dans les Territoires. Or pour légitimer cette répression intra-palestinienne, les dirigeants palestiniens disaient que c'était pour la bonne cause, pour ne pas remettre en question un processus dont il allait sortir de bonnes choses. Aujourd'hui, le président palestinien ne peut plus utiliser le processus de paix et l'aide étrangère pour «*pacifier*» ses compatriotes dans la mesure où personne n'attend plus rien de ce «*processus de paix*».

Dans les prises de position de Trump, il n'y a aucune mention aux aspirations des Palestiniens à faire de Jérusalem-Est la capitale de leur futur État, ce qui ne manquera pas de conduire ceux-ci à la conclusion que l'annonce de Trump vise à nier leurs liens historiques, politiques et culturels avec Jérusalem et, plus encore, à contester leur droit à l'indépendance et à l'autodétermination. En d'autres termes, Trump cautionne l'occupation israélienne de Jérusalem-Est depuis 1967 et l'idée que la ville est entièrement israélienne.

«Les Palestiniens, en particulier ceux de la jeune génération, s'interrogent depuis un certain temps sur la faisabilité d'une solution à deux États. Cette génération est arrivée à maturité au cours de la deuxième Intifada et a vu sa terre engloutie par les colonies et le mur de séparation à mesure que les années s'écoulaient. Les jeunes hommes et les jeunes femmes ont vu leurs propres policiers arrêter leurs compatriotes à la demande de leur occupant, tandis que les dirigeants les ont apaisés avec des mots vides et des slogans. Ils en ont fini de jouer à ce jeu» (1).

Les dirigeants palestiniens ont constamment fait preuve d'une incroyable modération dans leurs choix stratégiques. Ils se comportaient comme si une négociation comme celle qui devait aboutir à la création

d'un État devait se dérouler entre «gens de bonne compagnie». Ainsi, en 1988 et 1989, l'OLP renonça au terrorisme et reconnut l'État hébreu (résolutions 242 et 338). Ce fut de la part d'Arafat une concession fantastique, unilatérale et sans contrepartie, alors même que se déroulait dans les territoires occupés une insurrection populaire de «basse intensité» qui était en train de faire basculer l'opinion publique internationale en faveur des Palestiniens.

Dans toute épreuve de force susceptible de déboucher sur une négociation, il convient de déterminer ce que l'adversaire veut le plus, de lui en donner le moins possible, ce qui n'est réalisable que lorsqu'on des atouts dans sa manche. Or Arafat avait deux atouts formidables, dont il n'a pas voulu: la reconnaissance d'Israël, et l'Intifada. Et d'emblée, gratuitement, il a donné à son adversaire ce qu'il voulait le plus: la reconnaissance. Dès lors, l'OLP ne présentait plus aucun intérêt pour Israël, c'était un mouvement sans substance, ce n'était plus un adversaire, dans la mesure où c'était un adversaire qui n'avait plus rien à donner ni plus rien à opposer. Selon Edward W. Saïd (1), l'accord du 13 septembre 1993 a été une «capitulation infligée aux Palestiniens»: «En échange d'une poignée de main, ceux-ci voyaient soudain la plupart de leurs droits mis en suspens», «L'accord est un acte de reddition du peuple palestinien, une sorte de traité de Versailles».

Déjà, lors de la guerre du Golfe, les «désastreuses prises de position de l'OLP (...) lui firent perdre encore du terrain», dilapidant les effets positifs de l'Intifada.

«La reconnaissance du droit d'Israël à exister implique une série de renoncements de la part des Palestiniens: renonciation à la charte de l'OLP, à la violence et au terrorisme et à toutes les résolutions de l'ONU, à l'exception des 242 et 338, qui ne disent pas un mot des Palestiniens». (...) L'Intifada n'incarnait pas le terrorisme et la violence, mais le droit de résister. L'OLP y a renoncé, bien qu'Israël continue d'occuper la Cisjordanie et Gaza. Dans le document signé du 13 septembre 1993, la sécurité d'Israël est la considération dominante, alors qu'il n'y est pas question du sort des Palestiniens victimes des incursions israéliennes» (1).

Le jour même de la poignée de mains de Washington, Rabin tint une conférence de presse dans laquelle il réaffirma la souveraineté israélienne sur le Jourdain, Jérusalem, les colonies de peuplement et le contrôle des routes. Une telle attitude aurait dû suffire pour dénoncer immédiatement l'accord. «Rien, dans l'accord, dit encore Edward W. Saïd, ne suggère que les Israéliens vont renoncer à leurs actes de violence contre les Palestiniens ou qu'ils indemniseront les victimes de leur politique depuis quarante-cinq ans, comme l'Irak a dû le faire après son retrait du Koweït».

Si on écarte la simple erreur de jugement de la part d'Arafat, on ne peut que parvenir à la conclusion que l'Intifada présentait pour lui plus de dangers que la reconnaissance gratuite d'Israël. L'Intifada pouvait aboutir soit à une révolte populaire de masse, soit à la prise en main du mouvement d'indépendance par des hommes qui auraient échappé au contrôle de la direction de l'OLP en exil: cadres politiques de l'intérieur ou fondamentalistes.

La création d'un État palestinien signifierait, dans le meilleur mais le plus improbable des cas, la création d'un État de 5.900 km² sans continuité territoriale et dont les deux tiers seraient occupés par des implantations coloniales juives, des routes à usage exclusif des Israéliens contournant les localités palestiniennes et saucissonnant le pays en portions séparées les unes des autres, des terrains militaires, et sans terres agricoles ni ressources aquifères.

Voici ce que j'écrivais en 1998 dans Israël-Palestine, *Mondialisation et micro-nationalismes* (Éditions Acratie), pp. 197-198):

«Les débats sur les pourcentages de territoire palestinien dont Israël devrait se retirer ont quelque chose de pathétique. Six à neuf pour cent selon les autorités israéliennes, 15% selon les Américains. L'Autorité palestinienne, quant à elle, en était réduite à demander l'évacuation de 30% du territoire palestinien. Imagine-t-on le général Giap demandant aux Américains de se retirer de 30% du Viêt-Nam!

A long terme, la frénésie des autorités israéliennes à occuper, à créer une situation irréversible - et dans une large mesure, elles ont réussi - fournit peut-être la clé des évolutions à long terme dans la région, car l'irréversibilité peut être une arme à deux tranchants.

Aujourd'hui (Je rappelle que ces lignes furent écrites en 1998) le problème pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza se pose en termes de revendication nationale, qui est une revendication compréhensible, dans le contexte, mais quelque peu obsolète quand les grandes tendances de notre époque sont à la constitution de vastes blocs dans lesquels les États sont réduits au rôle de région.

Le projet sioniste est fondé sur l'existence séparée des Juifs et des Arabes. Il implique deux territoires précisément délimités dans lesquels les deux communautés doivent vivre sans contacts. La condition d'une existence séparée des Juifs est l'existence d'un espace dans lequel se réalise l'existence séparée des Palestiniens - un espace cohérent. La politique de Netanyahu (celui de 1998, comme celui d'aujourd'hui) équivaut à refuser cet espace aux Palestiniens, et à les confiner dans des bantoustans.

(...) La droite israélienne ne se rend pas compte que sa frénésie de territoires conduit inévitablement à une forme d'existence commune qui ne peut que créer - à l'échelle de l'histoire - les germes de dissolution de la société israélienne telle qu'elle existe aujourd'hui. En refusant un espace cohérent et délimité aux Palestiniens, elle se condamne à vivre avec eux.

Il ne sera pas possible de confiner la population palestinienne dans 6%, 10% ou 20% de la Cisjordanie. Comme en Afrique du Sud, les bantoustans exploseront. Sachant que les Palestiniens ne lâcheront pas le terrain et que leur démographie est nettement supérieure à celle des Israéliens, la coexistence sur le même territoire de deux populations, dont l'une a un statut inférieur, se posera un jour inévitablement en termes de revendication à l'égalité des droits, c'est-à-dire à la citoyenneté».

Ces propos, qui furent donc rédigés il y a quelque trente ans, trouvent une singulière confirmation aujourd'hui dans les propos tenus par un certain nombre d'analystes qui évoquent la reconnaissance, par le président des États-Unis, de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Le 7 décembre, le quotidien israélien Haaretz titre: *«La solution à deux États est terminée, déclare un diplomate palestinien de haut rang après de discours de Trump sur Jérusalem»* (1).

Le même journal titrait: *«Jérusalem unifiée? La reconnaissance par Trump de Jérusalem pourrait avoir un prix inattendu»* (1): *«Plus de 300 000 Palestiniens vivent dans la (ville sans droits civils, une situation que l'initiative US pourrait involontairement forcer Israël à affronter»* (1).

Le journal israélien Arutz Sheva écrivait le 6 décembre dernier: *«le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine déclara que la décision du président US Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël détruit tout espoir pour une solution à deux États dans le conflit israélo-arabe».*

Saeb Erekat, qui fut le négociateur en chef pendant la présidence d'Arafat et un partisan passionné de la solution à deux États, déclara au quotidien israélien Haaretz qu'aujourd'hui il faut abandonner complètement cette solution et passer à une *«lutte pour un État avec des droits égaux pour tous ceux qui vivent dans la Palestine historique, du fleuve à la mer»* - un point de vue inimaginable il y a encore un an.

Pendant plus de 20 ans, Saeb Erekat avait poursuivi le rêve d'une solution à deux États et l'espoir d'un État palestinien indépendant. Il a poursuivi ce rêve sous quatre présidents américains différents, lors de négociations secrètes et publiques avec des négociateurs israéliens; il l'a également défendu contre les Palestiniens sceptiques dans les rues de Jéricho. «Mais dans les minutes qui ont suivi l'annonce de Donald Trump selon laquelle les États-Unis reconnaissent Jérusalem comme capitale d'Israël, M. Erekat s'est tenu devant les caméras de télévision et a conclu que son rêve de deux décennies était finalement mort» (1) (*«Trump's decision on Jerusalem shatters the Palestinian old guard»*, *The Telegraph*, 9 december 2017).

L'auteur de l'article intitulé: *«La décision de Trump secoue la vieille garde palestinienne»*, envisage la possibilité que ladite vieille garde se plie à cette idée, qui deviendrait de plus en plus populaire parmi les jeunes Palestiniens: *«Au lieu d'une lutte nationale pour leur propre État, les Palestiniens mèneraient une lutte pour les droits civiques exigeant la citoyenneté en Israël et des droits de vote complets».* Une solution qui n'enthousiasme évidemment pas les dirigeants israéliens, mais qui est la conséquence inévitable de la politique qu'ils ont eux-mêmes menée. Mais qui n'enthousiasme pas non plus les dirigeants palestiniens, car cela signifierait la remise en cause de tout ce qu'ils ont tenté de construire. Il reste que 57% des Palestiniens pensent que la solution à deux États est impossible à cause de l'expansion des implantations israéliennes sur la rive ouest, et que de plus en plus de personnes pensent que les négociations sont terminées:

«Les manchettes et les experts ont averti que la décision du président Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y déplacer l'ambassade américaine est une catastrophe qui bouleverse des décennies de politique américaine. Que cela va tuer le processus de paix. Sur le terrain, cependant, il ne semble pas que Trump soit en train de rompre avec la politique américaine, mais plutôt de l'authentifier. Et il ne peut pas tuer le processus de paix, puisqu'il est mort depuis longtemps de toute façon. La décision de Trump confirme en fait tout ce que nous, Israéliens et Palestiniens, savons déjà et savons depuis longtemps» (Mairav Zonszein and Aziz Abu Sarah, *«Trump confirms what Israelis and Palestinians already know»*. *Washington Post*, 8 décembre 2017).

Les Palestiniens vivant à Jérusalem représentent 37% de la population de la ville mais la grande majorité d'entre eux n'ont pas la citoyenneté israélienne et ne peuvent donc pas voter. Ce sont des citoyens de nulle part qui n'ont pas de passeport, pas plus israélien que palestinien. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël ne fait que légitimer une infraction structurelle sur les droits politiques, civils et humains de plus d'un tiers de la population.

L'idée selon laquelle nous sommes arrivés à un point de non-retour est parfaitement exprimée dans l'article de Dalia Hatuqa: «*Israël est si étroitement lié à ses colonies et bases militaires là-bas, que maintenant se retirer est considéré par beaucoup comme l'impossible fantasme*». Trump a donné un coup de pied dans la fourmilière et a déclenché un processus qu'il ne contrôlera pas sans doute pas, qui déclenchera sans doute beaucoup de violence mais qui pourrait bien aboutir à un seul État dans lequel Juifs et Palestiniens auront les mêmes droits.

TRUMP: DIEU À SES CÔTÉS?

Le site évangéliste d'extrême droite «*Charisma News*» ne tarit pas d'éloges envers Trump.

La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël est un cadeau fait aux évangélistes, qui sont le pivot de la base sociale de Donald Trump. Ce sont eux, très nombreux dans son administration, qui sont sans doute derrière sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Un nombre sans précédent de membres de la droite religieuse occupent des postes dans l'administration US.

Le point de vue des évangélistes ne repose pas sur des arguments politiques mais théologiques. Que l'initiative de Trump puisse produire des réactions violentes n'a, selon Trump et les évangélistes, aucune importance.

Il faut prendre les croyances des évangélistes très au sérieux. La question de Jérusalem est pour eux cruciale car selon eux les judéo-chrétiens doivent reprendre le contrôle du Mont du Temple qui est, comme chacun le sait, occupé par une mosquée... La reconstruction du temple signifierait la «*fin des temps*» telle qu'elle est décrite dans le *Livre des Révélation*s. La fin des temps est une croyance chrétienne profonde en une prophétie selon laquelle les vivants et les ressuscités seront un jour libérés de la Terre par Dieu, leurs corps transportés dans les deux, alors que se déversera la colère divine sur les pécheurs.

La déclaration de Jérusalem accomplit un dogme fondamental de l'évangélisme, puisqu'elle est un pas décisif vers la fin des temps: Trump obéit à la volonté de Dieu, et c'est ce pour quoi les évangélistes prient, même si cela signifie la guerre au Proche-Orient: au terme de la bataille d'Armageddon, Jésus Christ reviendra sur terre et vaincra tous les ennemis de Dieu (y compris, par conséquent, les musulmans).

Pour certains évangéliques, c'est le point culminant de l'Histoire, auquel Trump les conduit, à savoir le jugement dernier. Les Justes seront conduits au ciel, les réprouvés seront condamnés au feu de l'enfer. Pour ces croyants, l'annonce de Jérusalem est l'accomplissement de la prophétie biblique.

Trump n'accomplit pas seulement une promesse de campagne, il accomplit une promesse théologique. Donald Trump est l'instrument de Dieu qui nous rapproche du Jugement dernier, de la Fin du monde. Les évangélistes sont en train de vivre le début de leur récompense et de leur félicité célestes. C'est dire à quel point ils se moquent éperdument que la paix du monde soit menacée, car celle-ci n'a à leurs yeux aucune importance.

Ceux qui ne prennent pas cela au sérieux doivent savoir que c'est ce qui est prêché dans les temples dans tous les États-Unis et que des millions de personnes y croient dur comme fer. Or ces gens-là, qui envisagent sans états d'âme une guerre au Proche-Orient, ont contribué à mettre le président actuel en place et qui lui tiennent la main pour prendre ses décisions.

René BERTHIER.
